ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 12 octobre 1984, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions au règlement général sur la police de la circulation routière", a donné le 3 décembre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 12e oktober 1984 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer", heeft de 3e december 1984 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

L'article 1er de l'arrêté en projet exécute notamment l'article 7 de la loi du 29 février 1984. Celui-ci doit dès lors être visé au préambule, après l'alinéa 1er, de la manière suivante :

"Vu la loi du 29 février 1984 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968,notamment l'article 7;".

L'alinéa 4 devenant l'alinéa 5, doit être complété par la date du 1er octobre 1984.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article prévoit l'entrée en vigueur de l'article 6 de la loi du 29 février 1984 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière. Dans le texte soumis au Conseil d'Etat, la date de cette entrée en vigueur est toutefois laissée en blanc. La date qui sera arrêtée ne pourra pas être postérieure à celle qui sera fixée par l'article 12 du projet.

.../...

Article 2.

Le texte néerlandais de l'article serait plus correct s'il était rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

Il n'est pas d'usage de faire mention, dans le dispositif,des modifications subies par une loi à laquelle il est fait référence. Par ailleurs, cette loi doit être citée avec sa date et son intitulé complet. Le début de l'article 3 serait dès lors mieux rédigé de la manière suivante :

"Article 3.-
Dans les conditions fixées par l'article 65 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 :".

La suite de l'article serait plus conforme aux usages en matière légistique si elle était rédigée comme suit :

"1° les infractions graves énumérées à l'article 1er de l'arrêté royal du 7 avril 1976 désignant les infractions graves au règlement général sur la police de la circulation routière, peuvent donner lieu à la perception d'une somme de 4.000 francs par infraction si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique;

.../...

2° les autres infractions à l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, peuvent donner lieu à la perception d'une somme de 750 francs par infraction.

Pour les infractions visées à l'alinéa 1er, 1°, le paiement s'effectue sur place en espèces. Pour les infractions visées à l'alinéa 1er, 2°, le paiement s'effectue par apposition de timbres sur l'avis de constatation, sauf si l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique et est présent au moment de la constatation; dans ce cas, le paiement s'effectue sur place et en espèces".

Article 4.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire sous le 3°: "te zijnen laste" au lieu de "ten zijnen laste".

Article 5.

Conformément à l'usage, il convient de diviser l'article en paragraphes et non en 1°, 2°, ...

La même observation vaut pour les articles 6 et 7.

Le texte néerlandais du 2°, alinéa 2, du 3°, alinéa 2, et du 4°, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 6.

Au 3°, devenant le paragraphe 3, l'alinéa 1er prévoit la possibilité de payer la somme due "soit en francs luxembourgeois, soit en francs français, soit en florins hollandais, soit en marks allemands, soit en livres sterling, soit en dollars U.S. ou au moyen d'un eurochèque libellé en francs belges et garanti par une carte de banque en cours de validité".

Cette disposition n'est pas compatible avec la loi du 19 juillet 1895 relative à l'interdiction des monnaies de billon étrangères et à la faculté d'échange des monnaies de billon nationales, dans la mesure où celle-ci dispose :

> "Article 1er. Il est défendu de donner en payement des monnaies étrangères de bronze, de nickel ou de cuivre.
>
> ...
>
> Article 2. Il est défendu à tous comptables de l'Etat, des provinces et des communes d'accepter lesdites monnaies en payement des sommes qu'ils ont à recevoir en vertu de leurs fonctions".

Au même 3°, alinéa 2, il faudrait insérer l'exception qui figure à l'alinéa 3.

La rédaction suivante est proposée :

"Sauf en ce qui concerne les francs luxembourgeois pour lesquels la parité est applicable, le taux de change est fixé par le Ministre des Finances ou son délégué et adapté périodiquement".

En conséquence, au même 3°, alinéa 3, la dernière phrase doit être omise.

Le texte néerlandais du 3°, alinéa 3, devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Le 4°, devenant le paragraphe 4, serait rédigé plus correctement comme suit :

"§ 4. L'article 6, § 3, est applicable en cas de consignation d'une somme".

Article 9.

La réglementation postale ne prévoit d'opérations en monnaies étrangères que sous la forme de virements internationaux. Le versement de sommes au compte de chèques postaux d'un comptable de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, se heurtera, lorsqu'il s'agira de sommes perçues en monnaies étrangères, à une difficulté que le projet ne résoud pas.

Article 10.

Il serait préférable d'écrire, à la fin de l'article, "les agents visés à l'article 2".

.../...

Au même article, il convient d'écrire dans le texte néerlandais :"... betreffende de inning of de consignatie" au lieu de "... betreffende de inning of in consignatiegeving".

Article 11.

Parmi les modifications subies par l'arrêté royal du 1er mars 1971, il faut supprimer la mention de l'arrêté royal du 13 juin 1975. En effet, cet arrêté est devenu sans objet par suite de modifications ultérieures.

Article 12.

En ce qui concerne la date d'entrée en vigueur, il y a lieu de se reporter à l'observation faite à propos de l'article 1er.

Article 13.

Conformément à l'usage, ni le titre de Vice-Premier Ministre du Ministre de la Justice, du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur, ni leurs compétences respectives en matière de réformes institutionnelles, de commerce extérieur et de fonction publique ne doivent être mentionnés dans l'exécutoire.

L'article devrait donc être rédigé comme suit :

.../...

"Article 13.-

Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté".

OBSERVATION FINALE.

Dans le texte néerlandais du projet, il serait préférable d'utiliser partout le mot "geld" au lieu du mot "speciën".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Artikel 1 van het ontworpen besluit voert onder meer artikel 7 van de wet van 29 februari 1984 uit. Derhalve behoort in de aanhef na het eerste lid op de volgende wijze naar dat artikel te worden verwezen.

"Gelet op de wet van 29 februari 1984 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 7;"

Het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, moet worden aangevuld met de datum van 1 oktober 1984.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het artikel voorziet in de inwerkingtreding van artikel 6 van de wet van 29 februari 1984 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer. In de tekst die aan de Raad van State is voorgelegd, is de datum van die inwerkingtreding evenwel open gelaten. Bij het vaststellen van de datum zal geen latere datum gekozen mogen worden dan die welke in artikel 12 van het ontwerp zal worden vastgesteld.

.../...

Artikel 2.

De Nederlandse tekst van het artikel zou correcter zijn indien hij als volgt werd geredigeerd :

"Artikel 2.-

Voor het toepassen van de procedure die in dit besluit geregeld wordt, kunnen enkel het personeel van de rijkswacht alsmede het personeel van de gemeentelijke en de veldpolitie, met inbegrip van de hulpagenten, door de procureur-generaal bij het hof van beroep aangesteld worden".

Artikel 3.

Het is niet gebruikelijk in het bepalend gedeelte melding te maken van de wijzigingen die een wet, waarnaar verwezen wordt, heeft ondergaan. Bovendien behoort deze wet met haar datum en met haar volledig opschrift te worden aangehaald. Het zou derhalve beter zijn het begin van artikel 3 als volgt te redigeren :

"Artikel 3.-

Onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 65 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968 : ".

Het vervolg van het artikel zou meer in overeenstemming zijn met hetgeen in de wetgevingstechniek gebruikelijk is, indien het als volgt werd geredigeerd.

.../...

"1° kunnen de zware overtredingen opgesomd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 april 1976 tot aanwijzing van de zware overtredingen van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, aanleiding geven tot de inning van een som van 4000 frank per overtreding indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft;

2° kunnen de overige overtredingen van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, aanleiding geven tot de inning van een som van 750 frank per overtreding.

Wat de in het eerste lid, 1°, bedoelde overtredingen betreft, geschiedt de betaling ter plaatse, in geld.

Wat de in het eerste lid, 2°, bedoelde overtredingen betreft, geschiedt de betaling door het aanbrengen van zegels op het bericht van vaststelling, behalve indien de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft en aanwezig is op het ogenblik van de vaststelling; in dit geval geschiedt de betaling ter plaatse, in geld".

Artikel 4.

In 3° schrijve men : "te zijnen laste" in plaats van " ten zijnen laste".

Artikel 5.

Zoals gebruikelijk is, zou het artikel in paragrafen moeten worden ingedeeld, en niet in 1°, 2°, ...

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6 en 7.

De Nederlandse tekst van het tweede lid van 2° zou als volgt gesteld moeten worden : "Strook A van het bericht van vaststelling wordt onmiddellijk aan de bevoegde agent teruggegeven of naar het op dit bericht vermelde politie- of rijkswachtbureau gezonden binnen een termijn van twee werkdagen te rekenen vanaf de datum van vaststelling, waarbij het postmerk dient als bewijs van de datum van verzending".

De Nederlandse tekst van het tweede lid van 3° zou als volgt gesteld moeten worden : "Strook A van het bericht van vaststelling wordt door de overtreder behoorlijk aangevuld en naar het op dit bericht vermelde politie- of rijkswachtbureau gezonden binnen een termijn van twee werkdagen te rekenen vanaf de datum van vaststelling, waarbij het postmerk dient als bewijs van de datum van verzending".

De Nederlandse tekst van 4° zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 4. Indien op het ogenblik van de vaststelling van de overtreding de inning niet ter plaatse kan geschieden, wordt met het oog op de toepassing van artikel 62, tweede lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, het bericht van vaststelling dat aan de overtreder wordt overhandigd of op het voertuig wordt aangebracht, beschouwd als het aan de overtreder gezonden afschrift van het proces-verbaal van vaststelling".

.../...

Artikel 6.

In 3°, dat paragraaf 3 wordt, voorziet het eerste lid in de mogelijkheid om de verschuldigde som "hetzij in Luxemburgse franken, hetzij in Franse franken, hetzij in Nederlandse gulden, hetzij in Duitse marken, hetzij in pond sterling, hetzij in US-dollars of door middel van een eurocheque uitgedrukt in Belgische franken en gewaarborgd door een geldige bankkaart", te betalen.

Deze bepaling is onbestaanbaar met de wet van 19 juli 1895 "betrekkelijk het verbod der vreemde pasmunt en het recht tot verwisseling der nationale pasmunt", in zoverre deze bepaalt :

> "Artikel 1. Het is verboden vreemde munt van brons, nikkel of koper in betaling te geven.
>
> ...
>
> Artikel 2. Het is verboden aan alle de rekenplichtigen van den Staat, der provinciën en der gemeenten de gezegde munt aan te nemen in betaling der sommen welke zij krachtens hun ambt te ontvangen hebben".

In het tweede lid van datzelfde 3° zou de uitzondering die in het derde lid staat, opgenomen moeten worden.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Behalve ten aanzien van de Luxemburgse frank waarvoor de pariteit van toepassing is, wordt de wisselkoers vastgesteld door de Minister van Financiën of door zijn gemachtigde en op geregelde tijdstippen aangepast".

.../...

Als een gevolg hiervan moet in hetzelfde 3°, derde lid, de laatse volzin vervallen.

De Nederlandse tekst van het derde lid van 3° zou dan als volgt moeten luiden :

"De bedragen die resulteren uit de toepassing van de wisselkoersen worden, wat de Franse frank, de Nederlandse gulden en de Duitse mark betreft, afgerond op het hogere vijftal, en wat het pond sterling en de US-dollar betreft, op de hogere eenheid".

Artikel 7.

4°, dat paragraaf 4 wordt, zou juister geredigeerd zijn als volgt :

"§ 4. Artikel 6, § 3, is van toepassing in geval van consignatie van een som".

Artikel 9.

Het postreglement kent slechts verrichtingen in vreemde munt in de vorm van internationale overschrijvingen. De storting van sommen op de postrekening van een rekenplichtige van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde zal, wanneer het zal gaan om sommen die in vreemde munt geïnd zijn, stuiten op een moeilijkheid waarvoor het ontwerp geen oplossing biedt.

.../...

Artikel 10.

Het verdient de voorkeur aan het einde van het artikel te schrijven : "waartoe het in artikel 2 bedoelde personeel behoort".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde artikel schrijve men bovendien "... betreffende de inning of de consignatie" in plaats van "... betreffende de inning of in consignatiegeving".

Artikel 11.

De vermelding van het koninklijk besluit van 13 juni 1975, dat één van de wijzigingen is die het koninklijk besluit van 1 maart 1971 heeft ondergaan, moet vervallen. Dat besluit is immers onwerkzaam geworden ten gevolge van latere wijzigingen.

Artikel 12.

Wat de datum van inwerkingtreding betreft, zij verwezen naar de opmerking die naar aanleiding van artikel 1 is gemaakt.

Artikel 13.

Het is niet gebruikelijk dat in de uitvoeringsbepaling melding wordt gemaakt van de door de Minister van Justitie, de Minister van Financiën en de Minister van Binnenlandse zaken gevoerde titel van vice-eerste minister en van hun respectieve bevoegdheden inzake institutionele hervormin-

.../...

gen, buitenlandse handel en openbaar ambt.

Het artikel zou dus als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 13.

Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

SLOTOPMERKING.

Het zou beter zijn overal waar in de Nederlandse tekst van het ontwerp "speciën" staat, "geld" te schrijven.

La chambre était composée de

Messieurs : R. VAN AELST, conseiller d'Etat, président,
A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR,
C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
J. DE GAVRE,

Madame : R. DEROY, greffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : staatsraad, voorzitter,
staatsraden,
assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw : griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. VAN AELST.